

Ecrit par le 23 juillet 2024

La communauté de communes du Pont du Gard organise les Rencontres de l'emploi



Le mardi 14 mars, la [communauté de communes du Pont du Gard](#) organise un forum de l'emploi en partenariat avec [Pôle Emploi](#) dans la salle Pivot du site du Pont du Gard à Remoulins (rive droite). Cet événement gratuit et ouvert à tous accueillera une quarantaine d'entreprises représentant tous les secteurs d'activités. Pour la première fois, ce forum ne proposera donc pas seulement des postes saisonniers.

Pour rappel, l'année dernière, plus 350 postes étaient à pourvoir et 290 entretiens avaient été menés lors de l'événement. Certaines offres d'emploi sont d'ores et déjà disponibles sur le site de Pôle Emploi, il suffit de taper '[PDG2023](#)' pour les trouver. Parmi elles, vendeur en boutique, tractoriste, agent de sécurité, aide à domicile, préparateur de commandes, et bien d'autres.

Cette rencontre s'adresse à toutes les personnes en recherche d'emploi qui sont invitées à venir avec leur CV. De nombreux partenaires seront également sur place afin d'aider à trouver des solutions pour le logement et la mobilité ou encore la garde d'enfants.

Mardi 14 mars. De 9h à 13h. Entrée libre. Renseignements au 04 66 37 27 13. Salle Pitot (rive

Écrit par le 23 juillet 2024

droite). Site du Pont du Gard. Remoulins.

V.A.

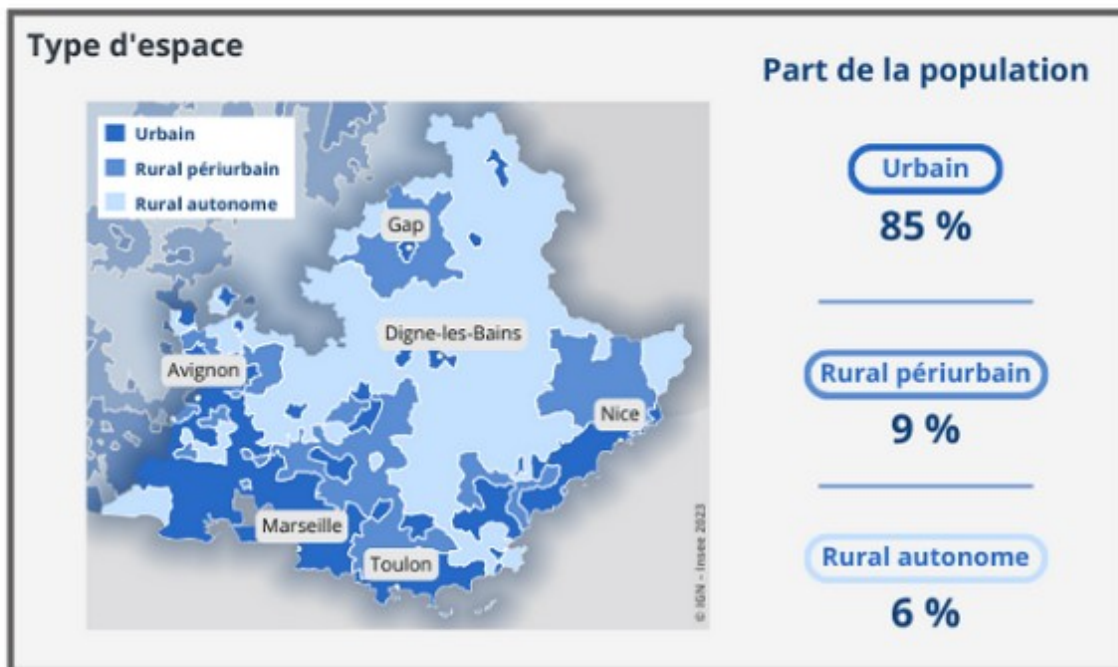
Emploi, l'écart entre les femmes et les hommes perdure



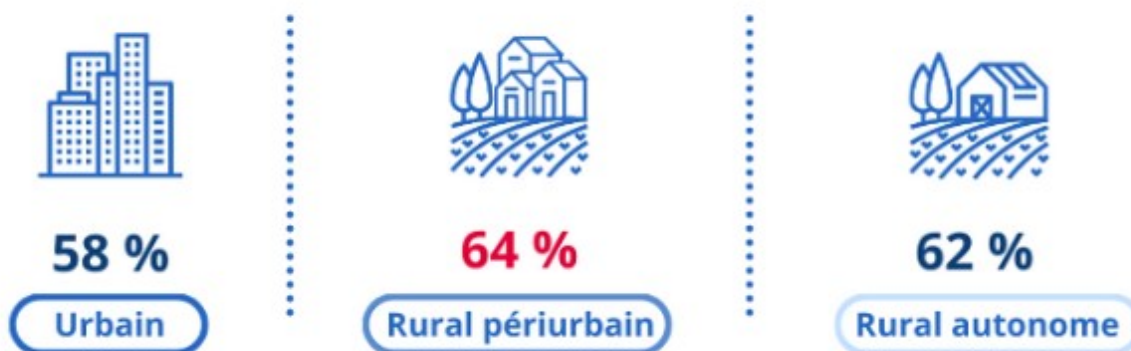
Accès à l'emploi, l'écart entre les femmes et les hommes demeure important dans les espaces urbain et ruraux. Une étude issue d'un partenariat avec la Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En 2019, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 59 % des femmes âgées de 15 à 64 ans occupent un emploi, soit un taux d'emploi inférieur de 7 points à celui des hommes et l'un des plus faibles de France métropolitaine. Cet écart a néanmoins été divisé par deux en vingt ans. Il est encore extrêmement élevé pour les parents de famille nombreuse.

Ecrit par le 23 juillet 2024



Un taux d'emploi des femmes plus élevé dans l'espace rural périurbain



Les femmes qui habitent une commune rurale, et encore plus si celle-ci est proche d'une ville, sont plus souvent en [emploi](#) que celles qui vivent dans une commune urbaine.

Les femmes sont plus souvent à temps partiel, surtout lorsqu'elles vivent dans une commune rurale ou qu'elles ont des enfants à charge. L'écart de recours au temps partiel entre les femmes et les hommes est

Ecrit par le 23 juillet 2024

le plus fort pour les parents de famille nombreuse.

Les inégalités de salaire en défaveur des femmes s'expliquent moins par les temps de travail que par des rémunérations horaires moyennes plus faibles. Ainsi, en 2019, les salariées ont perçu un salaire net en équivalent temps plein inférieur de 15 % à celui des hommes. Les écarts de rémunération sont accentués pour les cadres et les habitants des communes rurales proches des villes.

Sources [Insee](#)

MH

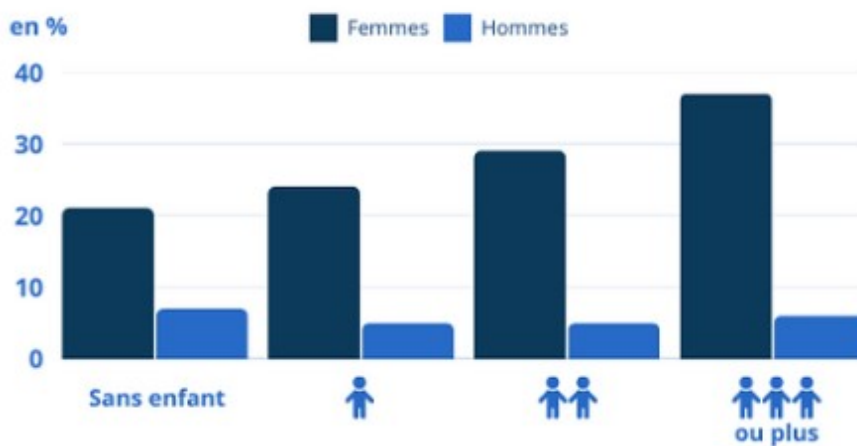
Ecrit par le 23 juillet 2024

DES INÉGALITÉS DE TEMPS DE TRAVAIL

Les femmes trois fois plus à temps partiel que les hommes



Le temps partiel le plus fréquent chez les mères de famille nombreuse



* personnes en emploi âgées de 25 à 59 ans

Ecrit par le 23 juillet 2024

Grande démission, mythe ou réalité ?



Nouvelle année nouveaux projets : 71% des cadres souhaiteraient changer d'emploi d'ici les deux prochaines années selon la dernière enquête Robert Walters [ici](#). Mais quels éléments les poussent vers la sortie ? Dans ce contexte de pénurie de talents, comment les entreprises peuvent-elles agir ?

Le management, 1^{er} motif de démission

Près de 9 cadres sur 10 ont songé à démissionner au cours de l'année 2022, une tendance particulièrement forte chez les 30-39 ans (91%). Plusieurs raisons les ont incités à envisager de quitter leur entreprise, la première étant le désaccord avec le management et la culture d'entreprise, pour 51% d'entre eux. Dans ce contexte inflationniste et alors que les entretiens annuels s'achèvent, les cadres sont également nombreux à souhaiter démissionner en raison de leur rémunération (43%), ou dans l'espoir d'évoluer dans leur carrière (33%).

Quête de sens et bien-être au travail

La quête de sens et de bien-être au travail font partie du questionnement. En effet, 26% des cadres déclarent envisager démissionner pour trouver une mission avec davantage de sens, et 25% afin de réduire la pression et le stress au travail. D'autres vont encore plus loin et envisagent de changer de secteur (46%), voire de métier (21%). Quitter un secteur en crise, obtenir une meilleure rémunération ou réaliser des missions avec plus de sens sont les principales raisons évoquées par ces professionnels. Les entreprises devront donc réunir leurs efforts autour de ces sujets pour tenter de retenir ou attirer leurs

Ecrit par le 23 juillet 2024

talents.

S'adapter pour mieux retenir

«Face à cette potentielle vague de démissions, les entreprises ont tout intérêt à s'ouvrir à l'écoute des besoins de leurs collaborateurs, relève le cabinet Robert Walters. En effet, dans ce contexte d'incertitudes économiques et géopolitiques, ces derniers ont besoin d'être rassurés. La rémunération sera donc clé, notamment pour faire écho à l'inflation : 53% des cadres renonceraient à démissionner s'ils obtenaient une augmentation ou promotion. Pour parvenir à revoir les salaires à la hausse, certaines entreprises mettent en place de nouveaux dispositifs, comme le step increase, leur permettant d'accorder des révisions de salaires plusieurs fois par an.



Ne pas perdre sa vie à la gagner DR

Jouer sur d'autres critères que la rémunération

Toutefois, ces entreprises ne pourront pas continuellement adapter leurs grilles de rémunération, et devront donc se montrer innovantes en jouant sur d'autres leviers. Ainsi, 32% des cadres déclarent qu'ils pourraient renoncer à quitter leur entreprise si elle prenait davantage en compte leur bien-être au travail. La communication des entreprises, les efforts portés sur la marque employeur et la flexibilité seront donc essentiels en 2023.

Plus de flexibilité pour davantage de productivité ?

En 2022, plus de 8 cadres sur 10 ont repensé leur relation au travail. Plusieurs sujets ont ainsi été remis en question : équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle (83%), sens du travail et des missions

Ecrit par le 23 juillet 2024

(59%), ou encore relation avec le manager (43%). Parmi les cadres ayant réévalué leur équilibre vie pro/vie personnelle, 66% ont avant tout fait le choix de respecter davantage leurs horaires de travail, 28% d'entre eux refusent désormais de travailler sur des sujets en-dehors de leur périmètre, et 27% s'investissent moins dans leurs missions.

Peut-on alors parler de désengagement de leur part ?

Si ces cadres ont fait le choix de placer le travail au second plan de leur vie, ils n'en restent pas moins productifs et impliqués. En effet, aménager son temps de travail et l'optimiser leur permet également d'être plus efficaces sur le temps qu'ils accordent à leurs missions. Le quiet quitting n'est donc pas forcément synonyme de fatalité pour les entreprises.

Un marché de l'emploi ultra-favorable aux cadres

«Le marché de l'emploi n'a jamais été aussi favorable pour les cadres, l'occasion pour eux de rêver à de nouvelles expériences professionnelles : toutefois il subsiste une grande différence entre déclarer vouloir quitter son entreprise et le faire réellement. Les entreprises ont donc leurs cartes à jouer pour les retenir, soit en actionnant le levier rémunération, toujours stratégique, soit en proposant des initiatives innovantes et adaptées à leurs attentes », conclut Coralie Rachet, du Cabinet Robert Walters.

Enquête menée auprès de 1900 cadres en France au cours du troisième trimestre 2022 par le cabinet de recrutement Robert Walters

MH

Ecrit par le 23 juillet 2024



La grande démission a touché toute l'Europe DR

Maz'embauche, la quatrième édition du forum de l'emploi de la ville de Mazan

Ecrit par le 23 juillet 2024



Le jeudi 2 mars, la Boiserie de Mazan accueillera la 4^e édition de l'événement Maz'embauche, le forum de l'emploi et de la formation organisé par la ville et par le Centre communal d'action sociale (CCAS).

Cet événement annuel, qui s'inscrit dans une démarche de développement social et économique de la ville, et plus largement du département vauclusien a deux objectifs. Le premier est de mettre en relation les entreprises de la région, les partenaires institutionnels, les fédérations professionnelles des différents secteurs et les demandeurs d'emploi. Le second est d'inviter à l'échange d'informations pour permettre aux demandeurs d'emploi d'être accompagnés au mieux dans leurs projets et à sensibiliser le public à la vie d'entreprise et à la diversité des métiers.

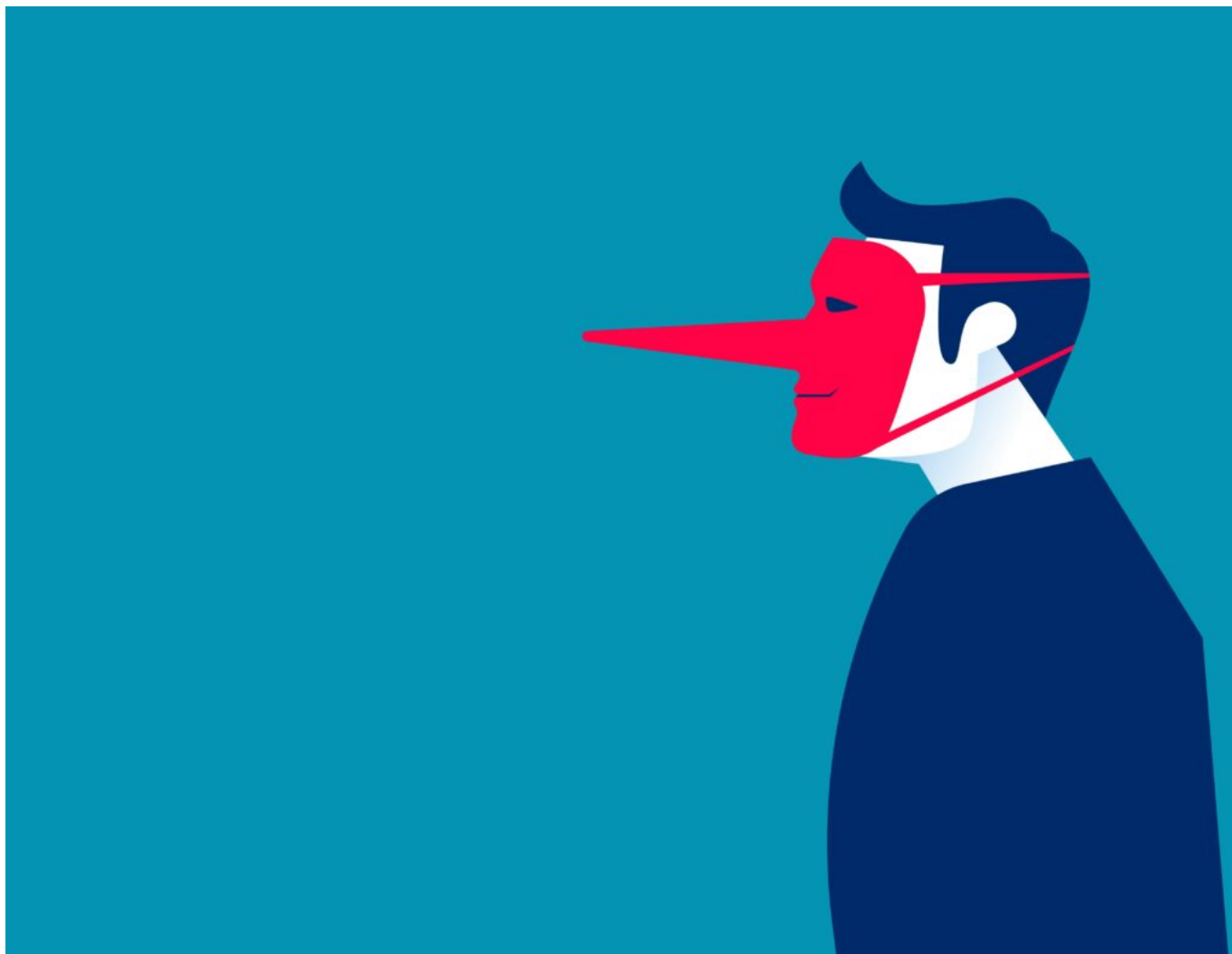
Durant toute la matinée, plus de 50 stands seront étalés au sein de la Boiserie. Parmi les exposants, les visiteurs trouveront notamment l'Armée de l'air, l'Armée de terre et la Marine Nationale, mais aussi des structures locales telles que Voyages Arnaud, Wave Island, ou encore l'Ehpad Hippolyte Sautel de Mazan. Il sera également possible de se renseigner pour des formations auprès de Cap Formation, Boss Formation, le centre de formation Les Chênes, ou bien Campus Provence Ventoux. Certaines rencontres entre professionnels et particuliers pourraient même engendrer un recrutement immédiat.

Jeudi 2 mars. De 9h à 13h. Entrée libre et gratuite. La Boiserie. 150 Chemin de Modène. Mazan.

Ecrit par le 23 juillet 2024

V.A.

Recrutement : le top 5 des faux CV identifiés en 2022



Chaque mois, [Every check](#), solution de vérification et de contrôle des diplômes et expériences, découvre des dizaines de falsifications dans les CV vérifiés pour le compte de ses clients. Voici

Ecrit par le 23 juillet 2024

leur sélection des 5 faux CV identifiés les plus inattendues en 2022.

Une candidate qui avait faussement invoqué la mort de son père pour obtenir une rupture conventionnelle

Une candidate présentait sur son CV une rupture conventionnelle, qui avait été motivée par le décès brutal de son père. Sa mère vivant loin et sans revenus, elle a exprimé la nécessité de quitter son emploi pour la rejoindre.

Lorsque nous avons contacté l'ancien employeur pour vérifier cette expérience, une surprise de taille nous attendait. En fait ce décès ne s'était pas produit, la supercherie ayant été découverte lorsque l'entreprise a fait parvenir des fleurs pour faire part de ses condoléances...

Trois diplômes provenant du même faussaire

Et de 3 ! Pour un de nos clients nous avons identifié un nouveau faux diplôme provenant toujours du même faussaire qui propose des faux documents à l'achat en ligne.

Vous pouvez voir la mention du site sur le faux document. C'est donc la troisième fois que nous repérons un certificat un acheté sur mondiplo.me. Cette fois-ci, le but était d'occuper un poste d'éducateur spécialisé, un métier qui consiste à encadrer les personnes en situation de handicap. Les conséquences auraient pu être très graves.

Une candidate qui demande à ses anciens employeurs de mentir pour elle

Lors d'une vérification d'expérience précédente pour une candidate, nous avons découvert qu'elle avait exagéré de plus d'un an la durée réelle passée en poste.

En effet, celle-ci n'était restée sous contrat qu'une année au lieu des deux mentionnées sur le CV. Son contrat avait été interrompu par un licenciement. En soit, cette découverte est déjà problématique, mais pas du tout inhabituelle pour nous.

La suite l'est un peu moins : nous avons appris par la suite que la candidate avait demandé à son ancien employeur de nous mentir afin qu'elle ne soit pas démasquée. La direction de l'entreprise a bien évidemment refusé. On peut dire que notre client s'est évité une bien mauvaise embauche !

« 12% de CV mensongers. »

Un double faux diplôme sur des fonctions sensibles

Pour un de nos clients spécialisé dans les domaines du médical et du sanitaire et social, nous avons été amenés à vérifier le parcours académique d'un candidat.

Celui-ci avançait être titulaire de deux diplômes : aide médico-psychologique, et moniteur-éducateur. Deux métiers destinés à l'aide de personnes en situation de fragilité sociale, ou de handicap.

Les deux diplômes en question n'ont jamais été obtenus et les formations non-suivies. Des falsifications graves compte-tenu des métiers concernés.

Identification d'une récidiviste

Ecrit par le 23 juillet 2024

Lors de la vérification du parcours d'une candidate pour un de nos clients, nous avons détecté que la licence dont celle-ci était prétendument titulaire n'avait pas été validée. Un cas assez habituel puisque nous détectons en moyenne 12% de CV mensongers dans le cadre notre activité.

Peu de temps après nous recroisons cette même candidate mais pour un autre de nos clients. Cette fois-ci nous découvrons que ce n'est pas que la licence qui est fausse mais aussi son Master. Nous l'avons donc recalée deux fois pour deux employeurs différents.

Mais ce n'est pas tout ! Le diplôme qu'elle a falsifié provient d'un réseau d'école pour lequel nous effectuons aussi des vérifications.

Trois exemples parmi de nombreux cas de mensonges que nous repérons sur les CV que nous vérifions. En moyenne, nous constatons que 1 dossier candidat sur 8 contient un écart majeur.

Aides à l'emploi : les nouvelles opportunités pour les entreprises en 2023



Entre prolongation et disparition immédiate ou à venir, les aides à l'emploi de 2023 font peu neuve. Quelles sont celles dont les entreprises et les salariés peuvent encore bénéficier ? Quelles sont leurs conditions d'octroi ? Le point avec Anne-Lise Castell, juriste aux Editions

Ecrit par le 23 juillet 2024

Tissot, spécialiste en droit social.

Les aides qui sont prolongées

L'aide unique à l'apprentissage évolue

Un décret du 29 décembre 2022 vient modifier la durée et le montant de cette aide, accordée aux entreprises de moins de 250 salariés pour les contrats d'apprentissage visant un diplôme ou un titre à finalité professionnelle équivalent ou plus au baccalauréat.

- Elle était attribuée jusqu'à présent pendant 3 ans (4 ans exceptionnellement). En 2023, elle ne sera plus accordée qu'au titre de la première année d'exécution du contrat d'apprentissage.
- Son montant était dégressif : de 4 125 euros la première année, il pouvait atteindre 7 325 euros sur 3 ans. Et jusqu'au 31 décembre 2022, il était aligné sur celui de l'aide exceptionnelle à l'apprentissage : 5 000 euros pour un apprenti mineur, 8 000 euros pour un majeur. Son montant est désormais de 6 000 euros maximum, soit une baisse du montant total de l'aide.

L'aide exceptionnelle à l'apprentissage et au contrat de professionnalisation également

Cette aide exceptionnelle est prolongée pour les contrats d'apprentissage ou de professionnalisation conclus en 2023.

- Son montant est maintenant de 6 000 euros maximum, pour les mineurs comme les majeurs. Elle est donc majorée à 1 000 euros pour l'embauche d'un mineur, mais réduite de 2 000 euros pour l'embauche d'un majeur par rapport au dispositif en vigueur en 2022.

Les conditions de diplôme, d'âge pour le contrat de professionnalisation (moins de 30 ans à la date de conclusion du contrat) et de quota d'alternants (au moins 5% de l'effectif salarié ou 3% avec une certaine progression) pour les entreprises de 250 salariés et plus sont identiques à celles du dispositif de 2022.

L'aide exceptionnelle n'est toujours pas cumulable avec l'aide unique pour les apprentis.

L'aide emplois francs est prolongée d'un an

Le dispositif d'aide financière pour les entreprises qui embauchent un salarié qui réside dans un quartier prioritaire de la politique de la ville et qui est inscrit à Pôle emploi ou adhère à un contrat de sécurisation professionnelle, se prolonge jusqu'au 31 décembre 2023. Il en est de même pour un jeune suivi par une mission locale qui n'est pas inscrit en tant que demandeur d'emploi.

Les aides qui arrivent en fin de vie en 2023

L'aide à l'embauche de certains demandeurs d'emploi réservée à l'embauche de personnes d'au moins 30 ans en contrat de professionnalisation n'a pas été reconduite en 2023.

Certains dispositifs géographiques d'exonérations sociales ou fiscales prendront fin le 31 décembre 2023.

Écrit par le 23 juillet 2024

C'est donc la dernière année d'application pour :

- Les zones d'aide à finalité régionale (AFR) ;
- Les zones franches urbaines-territoires entrepreneurs (ZFU-TE) ;
- Les zones de revitalisation rurale (ZRR) ;
- Les bassins urbains à dynamiser (BUD) et bassins d'emploi à redynamiser (BER) ;
- Les zones de développement prioritaire (ZDP).



Anne-Lise Castell, juriste aux Editions Tissot © Gilles Piel.

Par **Anne-Lise Castell**, juriste aux **Éditions Tissot** pour **RésohebdoEco**
- **www.reso-hebdo-eco.com**

Ecrit par le 23 juillet 2024

Face Vaucluse : « Ramener les publics éloignés de l'emploi dans le monde du travail »



Face, c'est l'acronyme de la **Fondation agir contre l'exclusion**. La semaine dernière, au siège de McCormick France (herbes aromatiques et poivres Ducros ainsi que les aides à la pâtisserie Vahiné), sur le Pôle d'Agroparc à Avignon, Violaine Démaret, la préfète de Vaucluse est venue signer le Paqte (Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises).

Ce dispositif, qui date des années 2010, avait été lancé par l'ancien patron d'Enedis dans le département, Patrice Perrot. Il s'agissait d'une charte entre les entreprises, les quartiers difficiles d'Avignon (Saint-Chamand et Monclar) les écoles et l'Etat, pour « Réaffirmer des valeurs de solidarité, de cohésion sociale, d'égalité des chances et de traitement ». Une façon d'aider les personnes en difficulté à se réintégrer dans le monde du travail.

Une passerelle entre le monde de l'école et celui des entreprises

Petit à petit, plusieurs entreprises ont adhéré : La Poste, GRDF, Veolia, Suez, Colas, Chabas, McCormick, BNP Paribas, le groupe Berto. Un suivi individuel auprès des jeunes en difficulté a été mis en œuvre pour les former puis leur proposer un emploi durable, même s'ils n'avaient ni qualification ni diplôme. Une sorte de passerelle entre le monde de l'école et celui de l'entreprise, entre l'offre et la demande. Une façon de favoriser l'ancrage de l'entreprise dans son environnement social local et pas

Ecrit par le 23 juillet 2024

seulement économique.

Cette signature, c'était donc le moment de renouveler cet engagement pour 4 ans et d'accueillir de nouvelles entreprises impliquées dans cet acte de solidarité sociale pour retisser des liens de proximité et de confiance. Par exemple, pour les adultes, faciliter le règlement de contraventions ou de factures impayées, mieux identifier les carences dans les quartiers. Pour les jeunes, leur faire découvrir le monde de l'entreprise et ses métiers et enfin pour les filles leur montrer qu'elles peuvent être actrices de leur vie professionnelle. Un cursus global pour lutter contre l'exclusion, la discrimination et la pauvreté.

« Nos entreprises s'engagent. »

Arnaud Ronssin, nouveau directeur général de Mc Cormick France



« Nos entreprises s'engagent, » martèle le nouveau directeur général de Mc Cormick France, [Arnaud](#)

Ecrit par le 23 juillet 2024

[Ronssin](#)*, lui qui est à la tête de 600 salariés en Vaucluse sur les plateformes d'Avignon, Monteux et Carpentras. « Elles sont inclusives, elles permettent l'émancipation par le travail et la dignité retrouvée » ajoute la Préfète.

La directrice de Face, [Carol Pauleau](#) insiste sur la montée en puissance de l'association : « A ce jour, nous recensons 4 617 bénéficiaires de ce pacte, dont 906 jeunes, même si tout n'a pas été comptabilisé. Grâce aux interventions dans les écoles et les collèges pour faire connaître les métiers, grâce aux stages en entreprises pour les élèves de 3^e, grâce à l'apprentissage, un bon nombre ont été recrutés et ont signé un CDI. »

Témoignages et soutiens des entreprises de Vaucluse

Robert Bonnefoy, le patron de la scierie ouverte par son grand-père en 1932 témoigne : « Nous faisons de la RSE - Responsabilité sociétale de l'entreprise - sans le savoir depuis des années ». Le président du directoire du Groupe Berto (spécialisé dans la location de camions), [Norbert Zoppi](#) insiste : « Nous avons 5 000 salariés, dont 400 en Vaucluse, nous avons besoin de mécaniciens ou de directeurs d'exploitations, nous proposons une progression de carrière, nous sommes tous convaincus que nous devons donner une 2^e chance aux jeunes. »

« Nous sommes tous convaincus que nous devons donner une 2^e chance aux jeunes. »

Norbert Zoppi, président du directoire du groupe Berto

Le directeur territoire Avignon de la BNP, [Nicolas Tournois](#) ajoute : « Quand un réfugié trouve un emploi, nous lui ouvrons immédiatement un compte pour qu'il puisse voir son salaire versé en toute sécurité ».

Pierre Chabas pour la société éponyme précise : « Nous existons depuis 120 ans, nous travaillons dans un milieu sale, bruyant et polluant avec des camions utilitaires et industriels, mais je vous assure qu'on peut s'y épanouir ! ». Même son de cloche pour [François-Xavier Deshorgue](#) chef d'agence de l'entreprise de travaux publics et de génie civil Colas: « Nous sommes une filiale de Bouygues, nous sommes leader de la construction de routes. En ce moment, nous avons 40 chantiers dans le département, c'est une palette de vrais métiers, une aventure humaine quand on travaille par - 5° en hiver et + 40° l'été. Nous prenons environ 30 stagiaires par an et la plupart du temps, on les embauche à la fin. »

La préfète, Violaine Démaret conclura à l'adresse des entrepreneurs engagés et de la Mission locale : « Vous êtes au service du pays, vous valorisez cette action de politique publique envers les plus éloignés du monde du travail pour leur remettre le pied à l'étrier ».

Contact : Face Vaucluse - 1, Rue Mozart - Avignon. 04 90 87 77 50. www.facevaucluse.com

**Arnaud Ronssin, 44 ans, diplômé de l'ESC Rennes et d'un MBA de l'université de Texas A&M, a fait toute sa carrière dans le secteur de l'agroalimentaire. Il débute, en 2002, chez Danone en tant que commercial pour accompagner le développement de la marque Lu pendant 7 ans. Après le rachat par Mondelez International de la branche biscuits de Danone, il est responsable pendant 7 ans du développement commercial de la catégorie café, chocolat et confiserie en France et au Benelux. En 2017,*

Écrit par le 23 juillet 2024

il rejoint le groupe MOM (Maternelle et Mont-Blanc) en tant que directeur des clients nationaux, avant de prendre, en 2021, le poste de directeur des ventes McCormick France.

Grâce à la BA 115, le Pays d'Orange survole l'économie du haut Vaucluse



La BA 115, Base aérienne-Caritat fait partie de la vie des riverains d'Orange et de ses voisins depuis 1939. C'est le carpentressien Edouard Daladier, successivement maire, député, ministre et président du Conseil qui l'a inaugurée en 1939. Depuis, son ciel a vu les Fouga-Magister, Mystère, Jaguar, Mirage F1, III ou 2000 et les Alouette de la Patrouille de France, basés à Salon de Provence, se déplacer en formation 'Diamant' ou 'Cœur transpercé d'une flèche' à l'occasion de défilés aériens de prestige que le monde entier nous envie.

Les Rafale remplaceront les Mirage en 2024

Ecrit par le 23 juillet 2024

Le dernier avion de combat, le Mirage 2000C (RDI) a été retiré du service en juin dernier à Orange (après 34 ans de longs et loyaux services), à l'issue d'une cérémonie à laquelle assistaient des centaines de pilotes et mécaniciens, de leurs familles et amis et d'écoliers et collégiens venus des communes alentour. Il sera remplacé fin 2024 par le Rafale. En attendant, de lourds travaux sont en cours pour accueillir le nouvel avion de chasse de l'Armée de l'Air et propulser la BA 115 dans le XXI^e siècle.

250M€ d'investissements

D'ici 2026, ce sont 250M€ qui seront investis dans la modernisation des installations, un chantier programmé sur plusieurs tranches et sur environ 250 hectares sur les 371 que compte globalement la Base. Le Colonel Guillaume Deschamps qui est aux commandes depuis juillet 2022 supervise cette rénovation. "Il y a deux types de travaux, le vertical 'bâtimentaire' (les hangars, les ateliers moteurs à réaction, les immeubles de bureau, de simulateurs de vols, le mess des officiers) et l'horizontal (piste de décollage et atterrissage, voirie de roulement, réseaux souterrains, éclairage des balises lumineuses, aires de lavage, parkings, nouvelle piste d'athlétisme)."



Le colonel Deschamps, commandant de la BA 115 d'Orange-Caritat depuis l'été 2022. ©Armée de l'air et de l'espace

Ecrit par le 23 juillet 2024

Pour accueillir les deux escadrons de Rafale l'an prochain, le premier site militaire de Vaucluse va refaire le tarmac et la piste de 2 400 mètres. Le gros œuvre du mess de 3 400m² est reconstruit, suivront les finitions intérieures (avec cuisine, café, restaurant, self-service, accueil VIP, bureaux, sanitaires, vestiaires) réalisées par Les Travaux du Midi. Ce sont eux qui ont démolé, déplombé et désamianté les locaux vétustes d'après-guerre.

Avec une totale préoccupation environnementale, un cadre paysager, un captage de la nappe phréatique, un dispositif de récupération de la chaleur, une centrale de traitement des flux d'air frais et d'air vicié, une pompe à chaleur pour limiter, par temps de canicule, la consommation d'énergie. Et c'est tout un écosystème qui s'organise autour.

3 000 emplois directs

A commencer par le personnel, des effectifs qui dépassent les 3 000 emplois quand on recense les 1 750 militaires d'active, les 80 civils, les 200 réservistes, les pilotes de chasse et d'hélicoptères 'Fennec', les tireurs d'élite et les commandos de parachutistes qui viennent passer une à plusieurs semaines à Caritat pour s'entraîner. Sans oublier leurs familles, leurs enfants, ce qui fait grimper les chiffres à 5 000 personnes environ et induit crèches, écoles, parkings, logements, commerces, besoins de santé, de loisirs, de culture et donc retombées socio-économiques majeures.

La base reste opérationnelle malgré les chantiers

Pendant la durée du chantier, la base conserve sa mission souveraine de veiller à la sûreté aérienne du territoire français et de sa population et de neutraliser toute intrusion aérienne ennemie ou dangereuse avec des avions et des pilotes de chasse de Saint-Dizier, Mont-de-Marsan et Orange. Ils sont en état d'alerte permanent et capables de décoller en quelques minutes pour dissuader, éventuellement par des tirs de semonces, tout aéronef de survoler les sites sensibles comme les centrales nucléaires, les aéroports, les ports, les zones industrielles classées 'Seveso' ou les barrages.

Ecrit par le 23 juillet 2024



Le nouveau mess de la BA115 est en cours d'achèvement. ©Armée de l'air et de l'espace

La BA 115, un sujet qui fait du bruit

Un sujet, toutefois, électrise les relations entre la BA 115 et les riverains, le bruit induit par le décollage et l'atterrissage des avions de chasse pour leur entraînement. Dans le cadre de 'La loi de programmation militaire 2019-2025', une révision du PEB (Plan d'exposition au bruit) qui date de 1985 a été lancée. La méthode, initiée par la DGAC (Direction générale de l'aviation civile) fait apparaître 3 zones soumises à des contraintes d'urbanisme et classées par zones d'exposition aux nuisances sonores.

A l'initiative de la Préfecture de Vaucluse, une commission consultative s'est réunie avec les élus, associations de défense des riverains et professionnels de l'aéronautique. Résultat : on est passé de 5 à 6 communes concernées (Camaret, Courthézon, Jonquières, Orange, Sérignan et désormais Uchaux). Ce périmètre de restrictions urbanistiques, fixé par arrêté préfectoral du 16 août 2022, est passé de 2 150 hectares impactés à 3 300ha et touche 3 850 habitants supplémentaires (+8%), mais ces zones sont majoritairement agricoles et peu urbanisées, donc peu habitées, est-il précisé dans le document.

Ecrit par le 23 juillet 2024



Si les Mirage 200 ont quitté cet été la BA 115 après 34 ans de service, les hélicoptères Fennec veillent sur le ciel vauclusien en attendant l'arrivée des Rafale annoncée pour 2024. ©Armée de l'air et de l'espace

10% de l'emploi local

A la croisée des chemins, des autoroutes A7 et A9, du Rhône et du Ventoux, à la confluence de trois régions Sud-Occitanie-Auvergne Rhône Alpes, le Pays d'Orange possède cette pépite, la BA 115, qui concentre 10% de l'emploi local et bénéficie du prestige qui enveloppe ces héros, les pilotes de chasse (dont le nouveau succès du film 'Top Gun, Maverick' avec Tom Cruise ne devrait pas altérer l'image, bien au contraire !).

Deux espèces protégées sur le site de Caritat

Enfin côté environnement, en collaboration avec le Conservatoire des espaces naturels et de la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement), deux espèces protégées vivent sur la base : l'outarde canepetière, genre de poule-faisane qui dispose d'un refuge au milieu des hautes herbes qui bordent le tarmac et le crapaud calamite, un amphibien qui prospère en lisière des landes et mares de Caritat.

Ecrit par le 23 juillet 2024



Deux espèces protégées vivent sur la base aérienne d'Orange : l'outarde canepetière (sur la photo) et le crapaud calamite. ©Armée de l'air et de l'espace

Le patron de la BA 115, le colonel Deschamps insiste "Nous vivons ici, en famille, nous faisons tout pour limiter les nuisances sonores, il en va de notre qualité de vie. Mais il en va aussi de notre sécurité à tous. Nos plans de vols sont draconiens. Nos pilotes doivent être opérationnels jour et nuit, avec toutes les menaces qui nous entourent et Orange est une incontournable sentinelle du ciel."

L'Isle-sur-la-Sorgue recherche des maîtres-nageurs sauveteurs pour la période estivale

Ecrit par le 23 juillet 2024



La ville de l'Isle-sur-la-Sorgue recherche, pour sa piscine municipale, des maîtres-nageurs sauveteurs en contrat à durée déterminée pour les mois de juillet et août 2023.

Les candidats devront posséder le BEESAN (Brevet d'éducateur sportif des activités de la natation), le BNSSA (Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique) ou le BPJEPS (Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport) activité natation à jour du CAEP et recyclage PSE1. La révision quinquennale d'un de ces brevets devra être à jour.

L'employé devra assurer la sécurité et l'accueil de différents publics de la piscine et veiller à la bonne tenue des équipements. Le salaire de ce contrat est de 2050€ brut en temps complet à 35h par semaine.

Fiche de poste complète à consulter sur www.islesurlasorgue.fr. Pour postuler, une adresse de candidature et un curriculum vitae est adressé à : a.pierragi@islesurlasorgue.fr

M.C.